

HOROYA

REDACTION,
ADMINISTRATION
IMPRIMERIE
PATRICE LUMUMBA
2ème ETAGE
B. P. 341
TEL.: 51 - 50
CONAKRY
REPUBLIQUE
DE GUINÉE

Directeur politique :
LEON MAKHA
Directeur de publication :
TIBOU TOUNKARA
Directeur :
FODÉ BÉRÉTÉ
SEPTIEME ANNEE 1967

N° 1138

Vendredi, 3 Mars 1967

4 pages - 25 Francs

LE 1^{er} MARS 1967, SUR TOUTE L'ETENDUE DU TERRITOIRE

LES MANIFESTATIONS ORGANISÉES ONT EXPRIMÉ NOTRE CONFIANCE EN NOTRE MONNAIE, EXPRESSION DE NOTRE VOLONTÉ DE PROGRÈS

La journée du 1er mars 1967 a connu sur toute l'étendue du territoire guinéen une mobilisation des militants du PDG pour la défense de l'indépendance monétaire.

Qui n'était pas à la Permanence fédérale de Conakry-II, à la journée du 1er mars 1967 n'aura rien vu et surtout n'aura pas senti les explosions de joie des militants du PDG venus de tous les quartiers, commémorer, dans l'enthousiasme popu-

laire, le 7e anniversaire de la création de la Monnaie Guinéenne.

La foule des militants de la Fédération avaient en effet dès les premières heures du matin dans l'ordre et la discipline, occupé les sièges de la salle et les cours environnantes. A l'intérieur même de la permanence les joueurs de balafonds s'étaient taillés une large place et soutenaient, des instruments traditionnels, les chants révolutionnaires des femmes du P.D.G. qui, pour la circonstance, étaient toutes de blancs vêtements. De la tribune officielle à la porte principale, des jeunes filles JRDA de l'Ecole Nationale de la santé formaient l'une des rangées la plus fleuries.

Les rires, la joie épanouissaient les visages et gonflaient les cœurs en ce 7e anniversaire de la monnaie guinéenne.

C'est à 10 h 30 que la délégation du BPN et du gouvernement est rentrée dans la salle saluée par les membres du bureau fédéral. Nous passons les ovations et les chants. Rappelons tout simplement que la délégation du BPN à Conakry-II était conduite par le camarade Lansana Béavogui, membre du BPN et ministre des Affaires étrangères.

Des membres du Conseil Exécutif de la JRDA et plusieurs hauts fonctionnaires entouraient la délégation de la

Direction nationale du Parti.

« Si le BPN, déclare, le camarade Lansana Béavogui, a voulu que la journée du 1er mars soit une journée de mobilisation des militants et militantes du PDG c'est que c'est une date clé, décisive, marquant une phase de la Révolution que nous menons ».

poussée des peuples africains, à proclamer l'indépendance de leur Etat.

Pour illustrer sa pensée, l'orateur cite des exemples pris dans l'histoire. Il rappelle la situation économique dans laquelle se trouvaient certains pays d'Europe après la seconde guerre mondiale.

DE NOS REPORTERS

JÉRÔME DRAMOU—THIerno BAH

Et l'orateur de faire l'histoire de la monnaie nationale. « Si je dis une date décisive, poursuit le camarade Lansana Béavogui, c'est sûrement qu'il y en a d'autres et je ne citerai que celle du 28 Septembre 1958, date à laquelle la Guinée a fait son choix. En refusant

Conakry - II

toute domination, nous avons affirmé notre option, notre volonté de prendre en main notre propre destinée. Option, courageuse, car nous n'ignorons pas la situation qui prévalait à l'époque où l'on traitait d'aventuriers, d'isolationnistes et l'on condamnait déjà notre nation avant même sa naissance. Mais l'exemple de la Guinée devait, parce que salubre et juste, obliger les gouvernements ceux-mêmes qui stigmatisaient notre option historique, sous la

« Le 1er mars 1960 est pour la Guinée, le 28 Septembre économique. En créant sa monnaie, en créant sa zone monétaire, la Guinée voulut affirmer au monde qu'une nation n'est vraiment libre et indépendante qu'en contrôlant effectivement son économie; car tout pays indépendant et souverain doit avoir sa monnaie quelle que soit sa grandeur ou sa population ».

Les exemples fourmillent. La France, le Luxembourg, la Suisse, l'Allemagne, la Chine, l'U.R.S.S., l'Amérique, etc...

« Mais dès la création de la monnaie guinéenne, dit-il, le camp capitaliste est parti en guerre contre notre pays: complots, campagne de dénigrement, mensonges, rien n'est épargné. Mais aussi grâce à sa vigilance et à sa clairvoyance,

(Suite page 2)

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Conformément aux décisions de la session 1967 du C.N.R. de Labé, le Chef de l'Etat a remanié son gouvernement.

Par décret n° 54 P.R.G. du 1er mars 1967 sont nommés :

- 1^{er} Ministre Délégué à la Présidence : Diallo Abdourahmane, membre du B.P.N. ;
- 2^o Ministre Délégué, chargé de la Moyenne-Guinée : Keita N'Famara, membre du BPN ;
- 3^o Ministre Délégué, chargé de la Guinée-Forestière : Camara Damantang, membre du B.P.N. ;
- 4^o Ministre Délégué, chargé de la Haute-Guinée : Caba Mamady, membre du B.P.N. ;
- 5^o Ministre Délégué, chargé de la Guinée-Maritime : El Hadj Fofana Mamadou, membre du B.P.N. ;
- 6^o Ministre de la Justice : Conté Seydou ;
- 7^o Ministre de l'Education Nationale : Makasouba Moriba ;
- 8^o Ministre des Travaux Publics : Fofana Karim ;
- 9^o Ministre du Contrôle Financier : Baldé Ousmane ;
- 10^o Secrétaire d'Etat, Chargé de l'Intérieur : Sangaré Toumani ;
- 11^o Secrétaire d'Etat, chargé de la Jeunesse et de la Culture populaire : Touré Mamouna, membre du B.P.N. ;
- 12^o Secrétaire d'Etat, chargé de l'Information du Tourisme et de l'I.N.R.D.G. : Tibou Tounkara ;
- 13^o Ambassadeur en Yougoslavie : Nabi Youla ;
- 14^o Ambassadeur en Allemagne Fédérale : Camara Sikhé ;
- 15^o Ambassadeur en U.R.S.S. : Keita Fadiala ;
- 16^o Ambassadeur en République Arabe-Unie : El Hadj Habib Tall ;
- 17^o Gouverneur de Faranah : Diallo Mouctar ;
- 18^o Gouverneur de Fria : El Hadj Diallo Oumar ;
- 19^o Gouverneur de Gaoual : Barry Mamadou ;
- 20^o Gouverneur de Dinguiraye : Doré Lama ;
- 21^o Gouverneur de Dalaba : Bama Mato Marcel, Secrétaire Fédéral de Guéckédou.



Le défilé après les meetings. Notre photo de droite à gauche : les camarades Sagnou Mamadi, Diallo Saïfoulaye, Mafori Bangoura et Accar Roger.

LE 1er MARS A TRAVERS LA NATION

(Suite de la première page)

la Guinée est sortie encore plus forte plus rayonnante que jamais.

«Le Guinéen lie la richesse de sa liberté, de sa dignité, de sa monnaie. Il est surtout heureux parce qu'il sait que ses efforts seront récompensés.

«Le Guinéen lie la richesse de l'esprit à la richesse matérielle.

«Aujourd'hui la Guinée contrôle tous les prix. Elle contrôle tous les mouvements de fonds à destination ou en provenance de l'étranger et les bénéfices de tous ces mouvements sont reversés à notre plan de développement.

Pour finir le délégué du BPN, le camarade Lansana Béavogui ajoute «Nous devons avoir confiance en notre monnaie, expression de notre volonté de progrès. Nous avons avec nous un peuple décidé, une jeunesse saine et engagée. Et à côté des moyens matériels, nous comptons essentiellement sur la volonté des peuples qui luttent. Vive le PDG, Vive la monnaie guinéenne».

Après ce discours entrecoupé d'applaudissements nourris les militants et militantes de Conakry-II ont organisé à travers les principales artères de la Fédération une marche avec, en tête, les membres du BPN.

Les responsables dans la Fédération, un détachement de la garde républicaine, la milice populaire et la JRDA formaient en rang compact le corps du défilé.

L'itinéraire ? De la permanence fédérale, Dixinn Ecole, Hôpital Donka, Domino en passant devant l'Ecole Nationale du Parti, Rond-Point de Madina, retour à la Permanence.

La marche fut un véritable succès.

Conakry - I

A Conakry I particulièrement, le 7e anniversaire de la création de la monnaie nationale a été célébré dans un enthousiasme populaire. Dès les premières heures du matin les militants et militantes de la fédération ont assisté à un grand meeting à la permanence nationale.

Dans un climat social fortement scellé à la conscience révolutionnaire du peuple guinéen, les décisions et les mots d'ordre du parti lancés par le B.P.N. ont été vivement appliqués. Au cours de cette manifestation les questions d'ordre monétaire étaient l'objet de brillants commentaires de la part de la foule. Les membres du bureau fédéral de Conakry I, les responsables du comité régional des femmes et de la J.R.D.A. ont su pleinement remplir leur rôle de mobilisateurs et d'organiseurs.

C'est vers 11 heures précises que la délégation du B.P.N. conduite par El Hadj Saïfoulaye Diallo et entourée de responsables politiques de la fédération, s'est rendue à la permanence nationale pour expliquer à la population toute la portée, politique et économique de la fête du 1er mars.

Le ministre d'Etat El Hadj Saïfoulaye Diallo, au nom du B.P.N. et du gouvernement, a remercié les militants et militantes de la fédération de leur mobilisation effective et de leur engagement irréversible pour le triomphe des nobles idéaux de la Révolution.

Avant de passer la parole au responsable du bureau fédéral de Conakry I, le ministre d'Etat a lu le programme des manifestations comportant un défilé, une grande marche à partir de la permanence nationale jusqu'au Palais de la présidence en passant par la 6e Avenue, Rue de la République.

M. Kassory Bangoura, membre du Bureau fédéral de Conakry I a commenté ensuite, en langue nationale soussou, le problème de la réforme monétaire guinéenne, gage certain d'une indépendance politique et économique nationale. Après avoir fait un large tour d'horizon sur la nécessité de la nationalisation des banques, sur les conditions et les facteurs décisifs d'un développement harmonieux du pays, l'orateur a fait savoir que *l'un des attributs essentiels et indispensables de la souveraineté d'un Etat est la création d'une monnaie nationale libre.*

Il s'est ensuite penché sur le problème de la validité du franc guinéen. «Si la vente de nos produits de consommation trouvant leur équivalent général sur le marché intérieur va en parfaite harmonie avec la circulation monétaire, si la production nationale accuse une croissance de plus en plus grandissante et si le pouvoir d'achat de la population est relativement élevé, c'est dire, a-t-il souligné, que notre monnaie demeure toujours forte et prospère». «Un Etat souverain, résolument engagé dans un processus de développement progressiste ne saurait accepter de faire partie sans compromis et sans danger, de la zone franc que lui propose les systèmes colonialistes et néo-colonialistes.

La monnaie guinéenne, reflet de la volonté de progrès et des capacités productrices et productives du peuple guinéen, est un instrument décisif de la Révolution

économique. Soustraite de toute aliénation politique et économique, elle fait la fierté de l'ensemble du peuple guinéen décidé de continuer sa lutte glorieuse pour l'édification d'une forme de société supérieure», a conclu M. Kassory Bangoura.

Succédant à l'orateur du bureau fédéral de Conakry-I, El Hadj Saïfoulaye Diallo a indiqué que toute option idéologique repose nécessairement sur la foi et la conviction. «Les militants du P.D.G., a-t-il dit, sont aujourd'hui profondément convaincus de la justesse de leur ligne politique et de leur plan de développement national».

Traitant le problème de l'indépendance monétaire pour illustrer et confirmer les déclarations de M. Kassory Bangoura, le délégué du B.P.N. a enfin multiplié les exemples des pays africains, européens et asiatiques qui ont su honorablement imposer leur monnaie aux puissances impérialistes et colonialistes.

Un important défilé a couronné, après le meeting d'information, les manifestations de la fête du 1er mars.

Chacun se sentait soutenu par la présence de son camarade, ami ou parent. Et l'on criait, à tout rompre de joie, de fierté et de dignité et à juste raison.

Vive le Parti Démocratique de Guinée !

Vive la Monnaie guinéenne !

Vive le 28 septembre économique !

Après les meetings, la Fédération de Conakry-II a adressé la motion, ci-dessous, à la Direction Nationale du Parti.

Les militantes et militants de la Fédération de Conakry II mobilisés en ce jour du 1er Mars 1967, à l'occasion du 7e anniversaire de la création de notre monnaie nationale,

Après avoir entendu l'exposé si riche d'enseignements de la Délégation du Bureau Politique National sur l'histoire de la monnaie guinéenne et le rôle fondamental de la monnaie dans le développement économique et social dans tout pays qui se veut libre et indépendant ;

Considérant que le Peuple de Guinée s'est résolument libéré de toute sujétion coloniale, néo-coloniale et impérialiste par son vote historique du 28 septembre 1953

Considérant que la monnaie est le fondement de l'indé-

pendance économique, complètement indispensable de toute indépendance politique, Considérant qu'un pays sans monnaie nationale aliène sa souveraineté,

Considérant que la monnaie sauvegarde les ressources nationales contre l'exploitation impérialiste et assure le contrôle des activités économiques dans tous les secteurs.

Considérant que la monnaie constitue une arme essentielle de lutte d'émancipation et d'indépendance nationale réelle.

Considérant que toute renonciation à la monnaie nationale est une régression, un sabotage systématique des acquis d'une révolution et une grave compromission de l'avenir d'un peuple exposé aux méfaits du pacte colonial.

Réaffirment leur indéfectible fidélité à l'option irréversible du 28 septembre 1953 du peuple de Guinée.

S'engagent à tout mettre en oeuvre pour la consolidation du Franc Guinéen.

Se réjouissent des grands progrès accomplis depuis notre accession à l'indépendance dans le développement de la production et de l'industrialisation du pays pour le bien être moral, matériel et culturel du peuple de Guinée.

Saluent la Loi-Cadre du 9 novembre 1964 qui a sauvé le Franc Guinéen de l'infla-

tation et créé les conditions de sa consolidation.

Sont déterminés à renforcer chaque jour leur vigilance afin que la monnaie guinéenne demeure forte au service d'une monnaie libre dans une Afrique unie et prospère.

Restent résolument engagés dans la voie juste d'indépendance du développement économique et social non capitaliste du P.D.G. en vue d'une émancipation totale en Guinée et en Afrique.

Sont convaincus que notre pays, décidé plus que jamais à affirmer sa personnalité et à bâtir courageusement son économie nationale toute indépendante, jouira dans un proche avenir des lendemains meilleurs après la réalisation des grands ensembles de Boké, Fria et Konkouré apportant ainsi, une nouvelle vigueur au Franc Guinéen, en accélérant le processus de liquidation des séquelles du colonialisme.

Félicitent avec force toutes les formes de récolonisation néocolonialiste ou impérialiste d'où qu'elles viennent.

Rendent un vibrant hommage à notre éminent leader, fer de lance du combat anticolonialiste, le lutteur infatigable de la grande cause de l'Unité Africaine, le Président Ahmed Sékou Touré.

LE MEETING

CLOTURE DE LA SEMAINE DU FILM CUBAIN

(Suite de la page 4) sécheresse et la misère, la lutte contre l'égoïsme et la vengeance font de ce film un message du progrès et de la paix en Haïti, à Cuba et dans le monde.

La projection d'une autre série de films tels que «Je suis professeur», «le jeune rebelle», «histoire de la révolution», «histoire d'une bataille», «Année 7», «Relaingo 18» etc... ont apporté au peuple guinéen une culture aux dimensions exceptionnelles et une conscience profonde de la lutte héroïque du peuple révolutionnaire de Cuba pour l'édification d'un pays libre et prospère.

L'histoire de la Révolution cubaine connue à travers le maquis, la Réforme agraire, la transformation des structures politiques, économiques, culturelles et sociales, a été intensément vécue dans les salles de cinéma de Conakry.

La semaine du Film Cubain a été une occasion pour le peuple guinéen de voir et de connaître la lutte inlassa-

ble que mène le Commandant Fidèle Castro pour le triomphe du socialisme à Cuba.

C'est hier jeudi qu'à pris fin la semaine du Film Cubain. En l'absence du Président d'honneur, M. Léon Maka, le Secrétaire d'Etat à l'Information, au Tourisme et à l'I.N.R.D.G., M. Tibou Toukara, a offert à 18 h. un cocktail dans le jardin de Syli-Cinéma.

Au cours de cette réception on notait la présence des membres du B.P.N. et du gouvernement, du Corps Diplomatique et Consulaire et de plusieurs hauts fonctionnaires de l'Etat.

A cette occasion, M. Tibou Toukara a pris la parole pour apprécier à leurs plus hautes valeurs l'art et la culture du peuple cubain. Il a également exalté l'amitié et la coopération cubano-guinéennes.

Dans la soirée, le film «Cyclone», Année 7», et «La mort d'un Bureaucrate».

LA GUINEE — L'AFRIQUE — LE MONDE

La liberté du peuple somalis

(Suite de la page 4)

ne quittaient jamais leurs colonies de leur plein gré. L'Algérie et tant d'autres pays illustrent cette réalité historique.

Parlant de la déportation des citoyens de la Côte des Somalis et des autres mesures de répression prises par les autorités coloniales, M. Mohamed a dit que : « de telles mesures ne sauraient décourager le peuple de la Côte des Somalis qui s'est montré prêt à sacrifier sa vie pour sa liberté et son indépendance ».

Pour conclure, le ministre d'Etat chargé des Affaires somaliennes a exhorté les masses africaines à rester vigilantes devant les conspirations impérialistes de tous bords.

Par ailleurs : Le Front de libération de la Côte française des Somalis a protesté mardi contre les déportations in-

justes, les arrestations en masse quotidiennes et les manœuvres perverses du gouvernement français pour gagner le référendum de ce mois.

Dans une circulaire distribuée à Mogadiscio, le conseil central du Front de libération déclare :

« Non seulement nous nous opposons à la présence des Nations Unies en Côte française des Somalis, mais le gouvernement français viole systématiquement la loi sur le Référendum de Mars adoptée par le parlement français.

Cette loi, précise le Conseil central, décrète que tout citoyen de la Côte dite française des Somalis ayant résidé sur le territoire pendant trois ans au moins aura le droit de participer au référendum.

« Etant donné le nombre croissant des demandes d'inscription sur les listes électorales, les autorités françaises ont également recouru à des actes méprisables, de corruption et de division auprès des tribus ».

Affirme le Front de libération, qui poursuit :

« Leurs tentatives n'ayant pas réussi, les autorités françaises ont résolu d'utiliser la force : massacres, déportations et arrestations en masse conclu le Front de libération.

UN ETAT POLICIER ET MILITARISTE A LA REMORQUE DE L'IMPERIALISME

(Suite de la page 4)

plan pour frustrer le peuple ghanéen et le C.P.P. des acquis glorieux de leur combat qu'ils ont su mener avec courage, lucidité. N'Krumah au sein de son peuple, avec son peuple et pour le bonheur et la prospérité de son peuple.

Autrement, comment le Ghana de Osagyefo pourrait-il être livré à une piétaille issue d'une junte militaire ?

L'absence physique du Président à Accra, les complots combien ignobles pour renverser le régime légitime et populaire du Ghana, la corruption notoire au sein des responsables politiques et administratifs, le complexe d'ex-colonisés et autres concours aidant, ont abouti aux tragiques événements du 24 février 1966.

Pour tous ceux qui étaient au « Spécial Branch » ou autres départements de sûreté nationale, un fait est patent : la participation concrète des pays impérialistes de l'Occident. Quiconque doute du rôle capital dans l'exécution du sale dessein du 24 février, devrait être désabusé par les activités ouvertes des puissances occidentales après le coup de force du 24 février.

La rébellion d'inspiration néo-colonialiste impérialiste a été manigancée et exécutée au Ghana par une poignée de militaires décadents et d'officiers de la police assoiffés de grades et de cedis subventionnés. Voici ce que nous conte un de nos camarades alors présents à Accra, témoin oculaire :

Le 24 février à 10 heures du matin, j'ai vu 12 officiers de sécurité abattus des toits de « Kanda Estate » par des mitrailleuses de l'armée de la zone de « Brocating House » (Radio). Aux premières heures qui suivirent le coup de force plus de 1.000 soldats, fidèles au peuple, ont trouvé la mort des mains de ceux là-mêmes qui clament aujourd'hui représenter le même peuple dont on abat les meilleurs soldats. O ironie ! Oui, je les ai vus mourir, le sourire aux lèvres, la confiance en la force du peuple. Oui, je les ai vus mourir sur la planche rouge qui enjambait un petit cours d'eau séparant le Kanda Estate et la Radio. O ! Combien sont-ils. Ces jeunes soldats, officiers qui ont, bravement, affronté la mort pour défendre les acquis de la révolution du peuple ghanéen ! Combien de gens ont été tués et exposés sur

les lieux publics afin de détourner la farouche volonté du peuple ghanéen de combattre l'ennemi qui s'oppose à son progrès.

J'ai, toujours présente à l'esprit, cette image d'une militante du C.P.P. conduite en plein marché et qui fut ensuite égorgée comme un animal.

Je n'ai pas été glacé par l'acte de barbarisme, mais plutôt par le courage, la détermination de cette militante de ne prononcer que de slogans tels que : « long live Osagyefo ! long live african unity » « Vive Osagyefo ! vive l'Unité africaine ». Ces mots résonnent encore dans mes oreilles et m'encouragent à persister dans la lutte pour restaurer la liberté, le bonheur, la prospérité au sein de ce grand peuple qui gagna son indépendance au prix de mille et un sacrifices qui se voit injustement frustré de son bonheur et de sa liberté.

A partir de cette situation comment se justifie la « Démocratie » qu'Ankrah aurait apporté au peuple sinon par une intimidation policière et des crimes sans nom qui n'auront aucune prise sur l'esprit révolutionnaire du peuple ghanéen.

(A suivre)

Nouvelle brève

SAIGON. — Plusieurs soldats américains ont été tués et blessés dans leurs dortoirs, lors du tir des patriotes contre Da-nang. La force des explosions a été considérable et des dégâts importants.

Plusieurs avions à réaction ont été endommagés.

COMITÉ INTER-ETATS DU FLEUVE SÉNÉGAL

(Suite de la Page 4)

Régional de l'Ouest Africain et mandatent, à cet effet, le Président de la République Islamique de Mauritanie pour entreprendre les démarches nécessaires.

Décident, d'ores et déjà, à l'intérieur de ce Groupement la création d'un sous-Groupement Régional constitué par les Etats Riverains du Fleuve.

Invitent le Secrétaire Général à préparer pour la prochaine rencontre des Chefs d'Etats un projet de statut relatif aux structures et au fonctionnement du Sous-Groupement Régional couvrant les quatre Etats Membres, en vue de l'élaboration d'un programme commun d'intégration économique.

Invitent en outre le Président du Comité Inter-Etats à réunir, dans les meilleurs délais, une conférence des

ministres des différents secteurs économiques pour une étude des plans nationaux de développement en vue de leur harmonisation et du renforcement de la coopération entre les Etats.

Décident d'une Conférence annuelle des Chefs d'Etats.

La prochaine Conférence aura lieu dans la première quinzaine du mois de novembre 1966, à Labé, en République de Guinée.

LA CONFERENCE

Cinquième Réunion du Comité Inter-Etats

Les décisions émanant de la conférence des Chefs d'Etat de novembre furent reprises par le Comité Inter-Etats lors de sa cinquième réunion tenue à Bamako les 11, 12 et 13 février 1965. En plus des résolutions relatives aux opérations propres du Comité Inter-Etats et aux re-

lations entre le Comité et les Nations-Unies, la Conférence définit le plan de mise en application, par le Secrétariat Général, des directives afférentes à l'élaboration des enquêtes et études sur l'Intégration Economique des quatre Etats. Ainsi, il fut décidé que les études en question concerneraient :

- les Echanges Commerciaux
- la Recherche et les Exploitations Minières
- la Production et les Aménagements Agricoles
- la Production et les Programmes Energétiques et Industriels
- les Transports, voies et moyens de communications
- l'Education, la Formation, la Démographie, la Santé.

Le Secrétariat Général s'est acquitté de cette mission. Les enquêtes sus-visées ont été effectuées en mai, juin et juillet 1966 ; le rapport définitif sur l'intégration économique a été rédigé à Dakar en août 1966 et communiqué aux quatre Etats en Octobre.

Pour conclure cette cinquième Session du Comité Inter-Etats, le Président sortant souligna « l'importance capitale des résolutions adoptées pour assurer l'application fidèle des décisions issues de la rencontre au Sommet de Nouakchott ». Il précisa qu'il espérait fermement « que la conférence économique Inter-Etats dont la tenue est prévue à Dakar, après la remise des rapports par le Secrétariat, pourra valablement réaliser la mise au point définitive du projet de Sous-Groupement Régional, et dégager les étapes essentielles dans l'harmonisation puis dans l'intégration des Etats Riverains du Fleuve Sénégal ».

Il affirma donc que c'est avec confiance, qu'au nom de tous les membres du Comité Inter-Etats il transmettait la présidence à son collègue AW Mamadou, ministre des Travaux Publics, des Communications et de l'Energie de la République du Mali ; il l'assura d'avance du soutien du Gouvernement et du Peuple

de Guinée, dans son action pour la conduite des affaires du Comité Inter-Etats.

L'on sait les difficultés qui ont retardé jusqu'ici la tenue effective de la rencontre des Chefs d'Etats à Labé.

Néanmoins, sur le plan technique, les représentants de la Guinée au Comité Inter-Etats et au Secrétariat Général Permanent ont toujours oeuvré au rapprochement des quatre Etats Riverains, à la coordination et à l'intégration de leurs économies selon les principes fondamentaux maintes fois réaffirmés par le Secrétaire Général du P.D.G., le Président Ahmed Sékou Touré :

— indépendance dans la conception

— liberté dans l'action

— recherche de l'Unité et réalisation du Développement Economique au profit exclusif de nos peuples.

Ceci implique, en fin de compte, une vigilance à toute épreuve et une volonté ferme de lutter contre toute ingérence ou subordination néo-colonialiste.

HOROYA

ORGANE QUOTIDIEN DU PARTI DEMOCRATIQUE DE GUINEE

COMPTE CHEQUES POSTAUX (C. C. P.) 7770
BANQUE CENTRALE R. GUINEE (B. C. R. G.) 32-34-58

JEUDI 2 Mars 1967, au SYLI-CINEMA :

CLOTURE DE LA SEMAINE DU FILM CUBAIN

Inaugurée le 24 février 1967 dans la salle de Syli-Cinéma, la «Semaine du Film Cubain» dévoile chaque jour au public de la capitale les grandes valeurs artistiques et culturelles de la République Socialiste de Cuba. La projection du Film «Cumbite» tiré du roman «Gouverneur de la Rosé», de l'écrivain Haïtien Jacques Roumain «Cumbite», a ému les spectateurs.

L'action se situe en Haïti en 1940. Pas une goutte de pluie il y a plus de 6 mois. La sécheresse et la misère entrent en jeu dans la vie quotidienne du peuple. Un homme armé de courage et d'expériences, un noir marqué par la sagesse et la foi patriotique rentre dans son pays natal pour y «prendre racine». C'est Manuel, fils de Délira et de Bienaimé. En son absence du pays, des querelles entre familles ont substitué la haine à l'amitié et à l'entente. Du sang a coulé. Manuel amoureux de Anaisa, fille d'un ennemi voisin est pris dans un tourbillon de tourments. Il s'efforce vainement de reconcilier sa famille et celle de Ana.

Mais en dehors des querelles et des sentiments d'amour se pose le problème crucial de l'eau. Des paysans émigrent vers les pays pluvieux. On offre des cérémonies aux dieux, on organise des «Cumbit» (fêtes au cours desquelles tout le monde chante et exécute des danses sacrées), on prie «Legba», l'ancêtre de Guinée, de faire tomber la pluie.

Pour Manuel tout cela est inutile: «Quand le bonheur et la prospérité sont sur terre l'homme n'a pas besoin du ciel». Il faut donc trouver l'eau.

La nouvelle de la découverte d'une source rafraîchit tous les cœurs des habitants. L'espoir renaît. L'égoïsme jaillit pour l'utilisation de l'eau. Alors que Manuel court de village en village pour mobiliser la population et lui expliquer les possibilités et les moyens d'irriguer les plaines, l'ennemi de toujours dresse de son côté un plan criminel.

Manuel poignardé recommande à sa mère de sauver la source et d'organiser à sa mort un cumbite général qui réunira aussi bien les amis que les ennemis pour dissiper la haine et la vengeance. Si le sang inspire la mort, l'eau quant à elle inspire la vie. Telle est l'idée directrice de Manuel.

Voilà qui touche les cimes de la sensibilité humaine. Voilà l'exemple du dévouement et de l'action héroïque d'un homme qui se sacrifie pour le bien de son peuple. L'effort pour vaincre la

(Suite page 2)

GHANA : UN ETAT POLICIER ET MILITARISTE A LA REMORQUE DE L'IMPERIALISME

Lorsque le Ghana accéda à l'indépendance en mars 1957, le Dr. Kwamé N'Krumah déclara, «l'indépendance du Ghana est vide de sens si elle n'est liée à la libération totale de l'Afrique.»

Depuis, Kwamé N'Krumah s'est toujours penché sur les moyens et méthodes susceptibles d'apporter un changement sur cette terre africaine longtemps considérée, par les colonialistes, comme une propriété privée. En proclamant à la face du monde que l'indépendance du Ghana n'a pas de sens qu'au sein d'une Afrique libre et économiquement indépendante, Osagyefo a analysé la liaison qui existe entre le Ghana et le reste du continent qui ne font qu'une entité. Il sait que les colonialistes ont des années durant, par leurs systèmes d'existence, marqué dans ses fondements mêmes, l'Afrique, ses peuples. Et pour détruire toutes ces montagnes de domination il faut y creuser jusqu'au soubassement. Une

tâche dure à bout de laquelle aucun pays africain, aussi puissant soit-il, ne peut arriver.

Aussi, le Dr. Kwamé N'Krumah, s'était fait l'avocat de la mise sur pied d'une armée panafricaine pouvant accélérer le processus de lutte des peuples africains pour l'indépendance et la liberté du continent.

Cette initiative trouva un écho favorable en la première réunion tenue en avril 1958 à Accra par 8 pays africains indépendants.

Dès lors, toute solution qui constituerait une compromission à la lutte libératrice de l'Afrique, était accueillie avec mépris et grande haine par la quasi totalité des masses ghanéennes.

Les impérialistes dans leurs conciliabules, savaient que si l'Afrique réussissait à réaliser son indépendance par ces plans de lutte véritable pour sa libération, au sens plein du mot, les richesses inépuisables du continent cesseraient d'être vouées à leur discrétion.

Pour s'opposer à cette stratégie dynamique, pour accéder à l'indépendance, les puissances impérialistes répandirent une campagne de dénigrement contre le Dr. Kwamé N'Krumah.

Le président N'Krumah et son parti, (The Convention People's Party) ont lutté pour un Ghana réellement indépendant et prospère au sein d'une Afrique totalement libérée des tentacules impérialistes ou de toutes autres mainmises étrangères.

Il n'y a rien de plus vrai que cela. Toute cette orchestration qu'on prépare contre le Président ne donne pas une musique harmonieuse pour la simple raison que la tragédie de toute cette cacophonie est que Osagyefo a oeuvré pour la cause africaine aux heures sombres de la lutte et continue d'oeuvrer en ces heures difficiles pour faire disparaître cette grande mosaïque d'Etats et en faire une grande entité solide, homogène. Tôt ou tard, l'idéal du Président N'Krumah, à savoir « un continent, un peuple, un destin » se réalisera et se concrétisera par ce vaste regroupement de petits Etats fragiles en une grande entité forte et majestueusement dressée au milieu d'un monde plus humaniste, plus réaliste, plus fraternel, donc plus paisible.

C'est dans cette lutte intrépide du Dr. N'Krumah que les impérialistes ont minutieusement préparé leur

(Suite page 3)

C. N. R. LABE,
JANVIER 1967

COMMUNICATION FAITE

PAR M. ISMAEL TOURÉ SUR LE COMITÉ INTER-ETATS DU FLEUVE SÉNÉGAL

Dans les colonnes de nos précédentes éditions, les lecteurs ont pris connaissance dans le rapport de M. Ismael Touré de la nécessité qu'il y a pour les quatre Etats de conjuguer leurs efforts pour la mise en valeur du Fleuve Sénégal.

Notre ministre du Développement Economique a assuré aux autres délégués de la ferme volonté du gouvernement guinéen de tout mettre en oeuvre pour la réussite complète de ce projet. Voici-ci-dessous la suite et la fin de la communication sur le comité inter-Etats du Fleuve sénégal.

Réunion des Chefs d'Etats à Nouakchott

Les 12 et 13 novembre 1965 les Présidents de nos quatre Etats se rencontrèrent à Nouakchott, sur l'invitation du Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie.

A l'issue de cette rencontre, la résolution suivante fut adoptée :

Résolution sur le Groupement Régional

Les Chefs d'Etats de Guinée, du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal, réunis à Nouakchott (Mauritanie) les 12 et 13 novembre 1965,

Considérant les disposi-

tions de la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine qui recommandent le renforcement des liens Economiques, Sociaux et Culturels entre les Etats membres en vue de consolider l'Unité, la Coopération et la Solidarité Africaines.

Considérant la résolution du Conseil des Ministres réunis à Dakar en août 1963 fixant les critères des Groupements Régionaux.

Se félicitent de la création du Comité Inter-Etats pour l'aménagement du Bassin du Fleuve Sénégal, groupant les Gouvernements des Républiques : de la Guinée, du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal, Comité dont l'existence juridique a été affirmée, par

l'adhésion aux deux conventions internationales signées et ratifiées par les quatre Etats.

Enregistrant avec satisfaction le bon fonctionnement dudit Comité et du Secrétariat Général Permanent,

Considérant la nécessité d'envisager non seulement la mise en valeur du Bassin du Fleuve, mais aussi de promouvoir un développement économique intégré de l'ensemble du Bassin et des Territoires Nationaux,

Notant que les préoccupations qui ont été à la base de la création du Comité Inter-Etats, débordent très largement les limites du Bassin du Fleuve Sénégal et intéressent une zone géographique qui couvre l'ensemble des pays traversés par les cours d'eau prenant leur source dans le chateau d'eau régional qu'est le Foutab-Djallon.

Décident de proposer aux Etats Africains intéressés la création d'un Groupement

(Suite page 3)

La liberté du peuple somalis sera gagnée

M. Mohamud Mohamed Farah, ministre d'Etat chargé des Affaires somaliennes en se référant sur le prétendu référendum qui doit être organisé au cours de ce mois en Côte des Somalis par les colonialistes français a déclaré :

«C'est une invention pour désorienter l'opinion publique mondiale.»

La liberté du peuple de la Côte des Somalis «ne sera pas donnée, mais gagnée» par le combat du peuple somali entier» a-t-il souligné.

Tous les pays qui se sont libérés du colonialisme français ont gagné leur indépendance par une lutte prolongée et continue, a-t-il poursuivi. L'expérience a montré que les colonialistes français

(Suite page 3)